

Flash Economie

N° 26

13 mars 2025

Comment augmenter les dépenses publiques d'investissement et les dépenses militaires dans la zone euro ?

Le rapport Draghi montre que l'insuffisance d'investissement en Europe (pour couvrir les besoins de la transition énergétique, de la numérisation de l'économie, du financement des innovations de rupture) est de 5 points de PIB par an, la moitié à la charge des entreprises, l'autre moitié à la charge des Etats.

Par ailleurs, les pays de la zone euro vont devoir augmenter leurs dépenses militaires (qui ont représenté, en 2024, 2,1% du PIB en Allemagne, aux Pays-Bas et en France, 1,5% du PIB en Italie, 1,3% du PIB en Espagne ; les pays de la zone euro qui ont consacré la partie de leur PIB la plus importante aux dépenses militaires sont les pays baltes, la Finlande, la Grèce ; les pays qui ont consacré la partie de leur PIB la plus faible aux dépenses militaires sont l'Espagne, la Slovénie, la Belgique, l'Autriche, Malte et l'Irlande).

Passer le poids des dépenses militaires dans le PIB au niveau des Etats-Unis (3,4%) imposerait de les augmenter pour l'ensemble des pays de la zone euro de 1,6 points de PIB. Au total, on voit que les dépenses publiques (mise en place du plan Draghi et augmentation des dépenses militaires) devraient augmenter de 4,1 points de PIB dans la zone euro. Compte tenu du déficit public prévu de la zone euro (3,1% du PIB en 2025), ces dépenses additionnelles ne pourront être financées que par un transfert vers le secteur privé d'activités, aujourd'hui publiques, comme l'a fait la Suède à partir du milieu des années 1990 avec l'ouverture à la concurrence des transports, de la santé, de la poste, des maisons de retraite, des écoles maternelles, des télécommunications...

Patrick Artus

Conseiller économique senior

patrick.artus-ext@ossiam.com

X @PatrickArtus

Communication marketing : ce document n'a pas été élaboré selon les dispositions réglementaires visant à promouvoir l'indépendance des analyses financières et ses auteurs ne sont pas soumis à l'interdiction d'effectuer des transactions sur l'instrument concerné avant la diffusion de la communication.

Besoin massif de dépenses publiques supplémentaires en Europe

Le rapport de Mario Draghi estime le besoin d'investissement supplémentaire nécessaire en Europe à 5 points de PIB, pour moitié pour le secteur privé, pour moitié pour le secteur public. Il s'agit de financer la transition énergétique, la numérisation de l'économie, les innovations de rupture.

Par ailleurs, si les pays de la zone euro alignaient leur effort de dépenses militaires en pourcentage du PIB (Tableau 1) sur celui des Etats-Unis (3,4% du PIB en 2024), il faudrait que la zone euro consacre 1,6 point de PIB de plus à ses dépenses militaires.

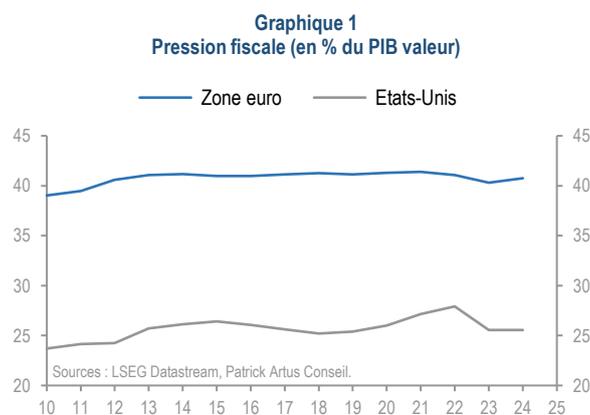
Tableau 1 : Dépenses militaires (en % du PIB, 2024)

Pays	Dépenses militaires
Estonie	3.43
Lettonie	3.15
Grèce	3.08
Lituanie	2.85
Finlande	2.41
Allemagne	2.12
France	2.06
Pays-Bas	2.05
Slovaquie	2.00
Croatie	1.81
Chypre	1.80
Portugal	1.55
Italie	1.49
Belgique	1.30
Luxembourg	1.29
Slovénie	1.29
Espagne	1.28
Autriche	1.00
Malte	0.80
Irlande	0.20

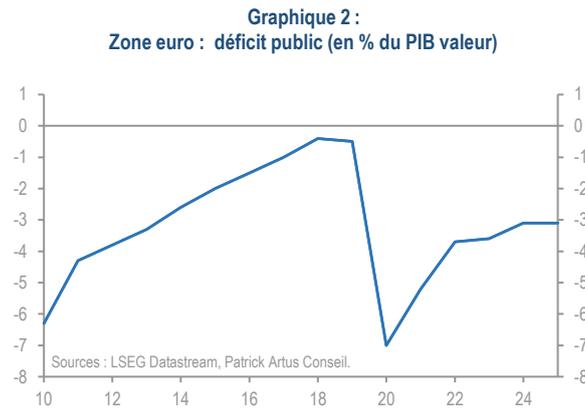
Sources: OTAN, CIA

Au total, quand on ajoute la hausse des investissements publics préconisée dans le rapport Draghi au besoin de hausse des dépenses militaires, on aboutit à un besoin de dépenses publiques supplémentaires de 4,1 points de PIB.

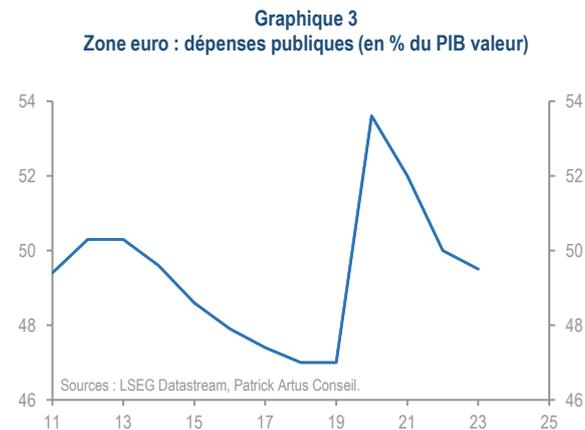
Ces dépenses publiques supplémentaires ne seraient pas financées par une hausse de la pression fiscale dans la zone euro (Graphique 1), compte tenu de l'environnement de concurrence fiscale entre les pays de la zone euro et entre la zone euro et les Etats-Unis.



Il n'est pas possible d'accroître substantiellement le déficit public de la zone euro (Graphique 2).

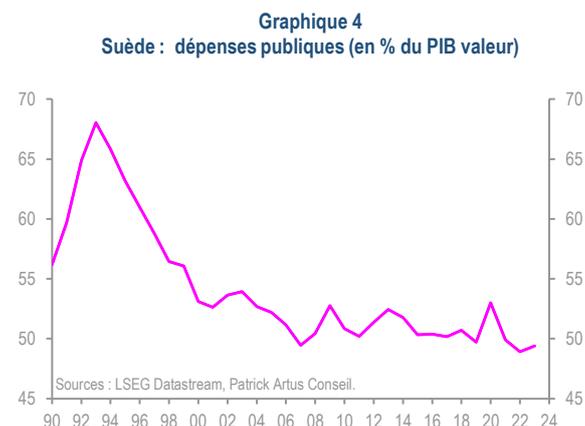


Le plus probable est que cette hausse des dépenses publiques suggérée par le rapport Draghi et la hausse nécessaire des dépenses militaires **devront être financées par une baisse des autres dépenses publiques** (Graphique 3).



La zone euro devra suivre l'exemple de la Suède

A partir du milieu des années 1990, **la Suède a ouvert à la concurrence de nombreux services publics**, dans les transports, la santé, la poste, les maisons de retraite, les écoles maternelles, les télécommunications. De ce fait, **les dépenses publiques se sont beaucoup réduites** (Graphique 4) **parce qu'elle se sont partiellement transformées en dépenses privées**.



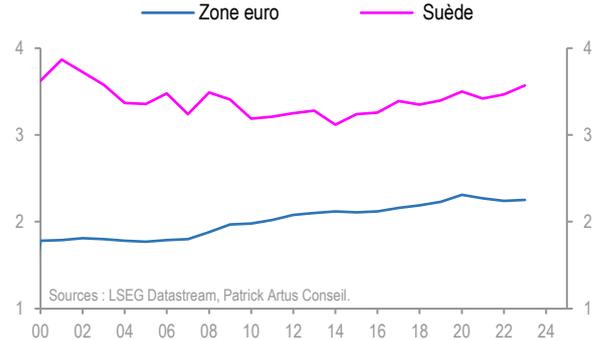
Par ailleurs, la réduction du poids des dépenses publiques en Suède est venue d'une **amélioration importante de la productivité du secteur public** avec la mise en place des Agences, chacune d'elles étant en charge d'une fonction de l'Etat, employant essentiellement des salariés de droit privé, et étant évaluée régulièrement.

Ce transfert au secteur privé de fonctions entièrement remplies par l'Etat a permis **de réduire la pression fiscale** (mais bien sûr, les Suédois ont dû prendre à leur charge les dépenses concernant les services qui ont été privatisés), **Graphique 5**, et **d'accroître les dépenses publiques porteuses d'avenir**, par exemple les dépenses de Recherche-Développement (**Graphique 6**).

Graphique 5
Suède : pression fiscale (en % du PIB valeur)



Graphique 6
Dépenses totales de R&D (en % du PIB valeur)



Synthèse : confrontée à de nouveaux besoins de dépenses publiques, la zone euro devra adopter des solutions similaires à celles adoptées en Suède il y a 30 ans

Nous évaluons **le besoin additionnel de dépenses publiques dans la zone euro** (celles liées à la mise en place du rapport Draghi, celles nécessaires pour accroître les dépenses militaires) à 4,1 points de PIB. Nous pensons qu'il ne sera pas possible de financer ces besoins nouveaux par une hausse de la pression fiscale ou par un accroissement du déficit public.

La seule solution est alors :

- d'accroître la productivité du secteur public ;
- d'ouvrir à la concurrence des composantes des services publics (ce qui revient à transformer de la dépense publique en dépense privée).

Plus la productivité du secteur public pourra être améliorée, moins ce transfert du public au privé constituera une charge pour les ménages et les entreprises. En Suède, à partir du milieu des années 1990, il a été possible de réduire à la fois la dépense publique et la pression fiscale par l'ouverture à la concurrence de certaines fonctions de l'Etat et par une réforme profonde de l'organisation de l'Etat.

Avertissement

Ossiam, filiale de Natixis Investment Managers, est un gestionnaire d'actifs français agréé par l'Autorité des Marchés Financiers (Agrément n° GP-10000016). Bien que l'information contenue dans le présent document provienne de sources jugées fiables, Ossiam ne fait aucune déclaration et ne donne aucune garantie quant à l'exactitude de toute information dont elle n'est pas la source. Les informations présentées dans ce document sont basées sur les données du marché à un moment donné et peuvent changer de temps à autre. Le présent document a été préparé uniquement à des fins d'information et ne doit pas être considéré comme une offre, une sollicitation d'offre, une invitation ou une recommandation personnelle d'acheter ou de vendre des actions participantes, tout titre ou instrument financier d'un Fonds Ossiam, ou de participer à toute stratégie de placement, directement ou indirectement. Il est destiné à être utilisé uniquement par les destinataires auxquels Ossiam le met directement à disposition. Ossiam ne traitera pas les destinataires de ce document comme ses clients du fait qu'ils aient reçu ce document. Tous les renseignements sur la performance présentés dans ce document sont fondés sur des données historiques et, dans certains cas, sur des données hypothétiques, et peuvent refléter certaines hypothèses à propos des frais, des impôts, des charges de capital, des attributions et d'autres facteurs qui influent sur le calcul de rendements. Toutes les opinions exprimées dans ce document sont des énoncés de notre jugement à cette date et sont susceptibles de changer sans préavis. Ossiam n'assume aucune responsabilité fiduciaire pour les conséquences, financières ou autres, provenant d'un placement dans un titre ou un instrument financier décrit dans ce document ou dans tout autre titre, ou de la mise en œuvre d'une stratégie de placement. Les informations contenues dans ce document ne sont pas destinées à être distribuées ou utilisées par une personne ou une entité, par un pays ou une juridiction, où cela serait contraire à la loi ou à la réglementation ou qui assujettirait Ossiam à toute exigence d'inscription dans ces juridictions. Ce document ne peut être distribué, publié ou reproduit, en entier ou en partie.